

Belgium-Liège: Urban furniture

OJ S 128/2014 08/07/2014

Contract notice

Supplies

Directive 2004/18/EC

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: Ville de Liège – maintenance des espaces publics

Postal address: Rue de Namur 2, 3e étage

Town: Liège

Postal code: 4000

Country: Belgium

For the attention of: M. Christian Servais

E-mail: mep.marchespublics@liege.be

Telephone: +32 42383085

Fax: +32 42383389

Internet address(es):

Address of the buyer profile: http://marchespublics.wallonie.be/fr/index.html?ID_AVIS=404492

Additional information can be obtained from:

Official name: Ville de Liège – maintenance des espaces publics

Postal address: Rue de Namur 2, 1er étage

Town: Liège

Postal code: 4000

Country: Belgium

For the attention of: M. Damien Schwall

E-mail: damien.schwall@liege.be

Telephone: +32 42383203

Specifications and additional documents (including documents for competitive dialogue and a dynamic purchasing system) can be obtained from:

the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted: the abovementioned address

I.2. Type of the contracting authority

Regional or local authority

I.3. Main activity

Other: Travaux et équipements

I.4. Contract award on behalf of other contracting authorities

The contracting authority is purchasing on behalf of other contracting authorities: no

Section II: Object of the contract

II.1. Description

II.1.1. Title attributed to the contract by the contracting authority

Fourniture de mobilier urbain.

II.1.2. Type of contract and place of performance or delivery

Supplies

Purchase

NUTS code BE332 Arr. Liège

II.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The notice involves a public contract

II.1.4. Information about framework agreement

Framework agreement with a single operator

Estimated total value of purchases for the entire duration of the framework agreement

Estimated value excluding VAT:

Range: between 123 966,94 and 371 900,83 EUR

II.1.5. Short description of the contract or purchase(s)

Fourniture de mobilier urbain.

II.1.6. CPV code(s)

34928400 Urban furniture

II.1.7. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

II.1.8. Lots

This contract is divided into lots: no

II.1.9. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2. Scope of the procurement

II.2.1. Total quantity or scope

II.2.2. Information about options

Options: no

II.2.3. Information about renewals

II.3. Duration of the contract or time limit for completion

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions related to the contract

III.1.1. Deposits and guarantees required

Étant donné que de nombreuses livraisons sont prévues sur base du présent accord-cadre, et afin d'éviter que pour chaque commande passée au fournisseur, celui-ci doive constituer un cautionnement, il est opté pour la constitution d'un montant forfaitaire comme cautionnement dans les 30 jours calendrier suivant la conclusion de l'accord-cadre. Le cautionnement à constituer s'élève à 5 % du montant minimum estimé du marché initial, ce montant est arrondi à la dizaine d'euro supérieure. Le résultat de cette opération arithmétique s'élève à 6 200 EUR.

III.1.2. Main financing conditions and payment arrangements and/or reference to the relevant provisions governing them

Le paiement des livraisons effectuées intervient dans un délai de 30 jours de calendrier à

compter de l'échéance du délai de vérification visé à l'article 120 RGE : Vérification de la livraison, pour autant que le Pouvoir adjudicateur soit en même temps en possession de la facture régulièrement établie ainsi que des autres documents éventuellement exigés.

III.1.3. Legal form to be taken by the group of economic operators to whom the contract is to be awarded

III.1.4. Contract performance conditions

The performance of the contract is subject to particular conditions: no

III.2. Conditions for participation

III.2.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions: Par le dépôt de son offre, le soumissionnaire atteste qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion décrits aux art.61, 62 et 63 de l'AR du 15.7.2011 et rappelés ci-dessous. Le pouvoir adjudicateur vérifiera l'exactitude de cette déclaration sur l'honneur implicite dans le chef du soumissionnaire dont l'offre est la mieux classée et vérifiera le respect des obligations fiscales décrites ci-dessous à propos de tous les soumissionnaires dans les quarante-huit heures de la séance d'ouverture des offres ou le moment ultime pour l'introduction des offres, selon le cas. Le pouvoir adjudicateur, qui a accès gratuitement par des moyens électroniques aux renseignements ou documents, effectuera lui-même ces vérifications. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'inviter les candidats ou les soumissionnaires à compléter ou à expliciter les renseignements et documents concernés et à quelque stade que ce soit de la procédure de passation, s'informer, par tous moyens qu'il juge utiles, de la situation de tout candidat ou soumissionnaire. Extraits de l'art. 61 de l'AR du 15/07/2011§1. Conformément à l'art. 20 de la loi, est exclu de l'accès au marché, à quelque stade que ce soit de la procédure, le candidat ou le soumissionnaire qui a fait l'objet d'une condamnation prononcée par une décision judiciaire ayant force de chose jugée dont le pouvoir adjudicateur a connaissance pour :1° participation à une organisation criminelle telle que définie à l'art. 324bis du Code pénal;2° corruption, telle que définie aux art. 246 et 250 du Code pénal;3° fraude au sens de l'article 1er de la convention relative à la protection des intérêts financiers des communautés européennes, approuvée par la loi du 17 /02/2002;4° blanchiment de capitaux tel que défini à l'art. 5 de la loi du 11/01/1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme.§2. Conformément à l'art. 20 de la loi, peut être exclu de l'accès au marché, à quelque stade que ce soit de la procédure, le candidat ou le soumissionnaire :1° qui est en état de faillite, de liquidation, de cessation d'activités, de réorganisation judiciaire ou dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans d'autres réglementations nationales;2° qui a fait l'aveu de sa faillite ou fait l'objet d'une procédure de liquidation, de réorganisation judiciaire ou de toute autre procédure de même nature existant dans d'autres réglementations nationales;3° qui a fait l'objet d'une condamnation prononcée par une décision judiciaire ayant force de chose jugée pour tout délit affectant sa moralité professionnelle;4° qui, en matière professionnelle, a commis une faute grave;5° qui n'est pas en règle avec ses obligations relatives au paiement de ses cotisations de sécurité sociale conformément aux dispositions de l'art. 62;6° qui n'est pas en règle avec ses obligations relatives au paiement de ses impôts et taxes selon la législation belge ou celle du pays dans lequel il est établi, conformément aux dispositions de l'art. 63;7° qui s'est rendu gravement coupable de fausses déclarations en fournissant des renseignements exigibles en application du présent chapitre ou qui n'a pas fourni ces renseignements. Extraits de l'art. 62 de l'AR du 15/07/2011§1. Sous réserve de l'application de l'art. 60 §1er, le candidat ou le

soumissionnaire employant du personnel assujetti à la loi du 27/06/1969 révisant l'arrêté-loi du 28/12/1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs joint à sa demande de participation ou à son offre, selon le cas, une attestation de l'Office national de Sécurité sociale dont il résulte qu'il est en règle en matière de paiement de ses cotisations de sécurité sociale. L'attestation porte sur l'avant-dernier trimestre civil écoulé avant la date limite de réception des demandes de participation ou des offres, selon le cas. Est en règle par rapport aux obligations susmentionnées, le candidat ou le soumissionnaire qui : 1° a transmis à l'Office national de Sécurité sociale toutes les déclarations requises jusque et y compris celles relatives au trimestre civil visé à l'alinéa précédent, et 2° n'a pas pour ces déclarations une dette en cotisations supérieures à 3 000 EUR ou a obtenu pour cette dette des délais de paiement qu'il respecte strictement. Toutefois, même si la dette en cotisations est supérieure à 3 000 EUR, le candidat ou le soumissionnaire sera considéré comme étant en règle s'il établit, avant la décision de sélectionner les candidats ou d'attribuer le marché, selon le cas, qu'il possède, à la fin du trimestre civil visé à l'alinéa 2, à l'égard d'un pouvoir adjudicateur au sens de l'art. 2 1° de la loi ou d'une entreprise publique au sens de l'art. 2 2° de la loi, une ou des créances certaines, exigibles et libres de tout engagement à l'égard de tiers pour un montant au moins égal, à 3 000 EUR près, à celui pour lequel il est en retard de paiement de cotisations. §2. Le candidat ou le soumissionnaire employant du personnel relevant d'un autre État membre de l'Union européenne et qui n'est pas visé au §1er, joint à sa demande de participation ou à son offre, selon le cas, une attestation délivrée par l'autorité compétente certifiant que, suivant compte arrêté au plus tard à la date limite de réception des demandes de participation ou des offres, selon le cas, il est en règle à cette date avec ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale selon les dispositions légales du pays où il est établi. Extraits de l'art. 63 de l'AR du 15/07/2011 §1. Sous réserve de l'application de l'art. 60 §1er, le candidat ou le soumissionnaire joint à sa demande de participation ou à son offre, selon le cas, une attestation dont il résulte qu'il est en règle par rapport à ses obligations fiscales selon les dispositions légales du pays où il est établi. §2. Pour un candidat ou soumissionnaire belge, le pouvoir adjudicateur vérifie le respect des obligations fiscales à l'égard du SPF Finances, sur la base de l'attestation délivrée par ce dernier. Est en règle par rapport aux obligations visées au présent paragraphe, le candidat ou le soumissionnaire qui n'a pas, pour ces obligations, une dette supérieure à 3 000 EUR, à moins qu'il n'ait obtenu pour cette dette des délais de paiement qu'il respecte strictement. Toutefois, même si la dette visée au présent paragraphe est supérieure à 3 000 EUR, le candidat ou le soumissionnaire sera considéré comme étant en règle s'il établit, avant la décision de sélection ou d'attribution du marché, selon le cas, qu'il possède, à l'égard d'un pouvoir adjudicateur au sens de l'art. 2 1° de la loi ou d'une entreprise publique au sens de l'art. 2 2° de la loi, une ou des créances certaines, exigibles et libres de tout engagement à l'égard de tiers pour un montant au moins égal, à 3 000 EUR près, à celui pour lequel il est en retard de paiement de ses dettes fiscales.

III.2.2. Economic and financial ability

List and brief description of conditions: Le chiffre d'affaires annuel global supérieur ou égal à 500 000 EUR pour au maximum les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date du début d'activités du soumissionnaire. Il joindra à son offre une déclaration relative à ce chiffre d'affaires réalisé pendant, le cas échéant, les trois derniers exercices.

III.2.3. Technical and professional ability

List and brief description of conditions:

Pour chaque lot, la liste de minimum trois principales livraisons similaires effectuées pendant les trois dernières années, d'un montant d'au moins 20 000 EUR par livraison, leur montant, leur date et leurs destinataires publics ou privés:

- s'il s'agit de fournitures à une autorité publique, les livraisons sont prouvées par des certificats établis ou visés par l'autorité compétente;
- s'il s'agit de fournitures à des personnes privées, les certificats sont établis par l'acheteur; à défaut, une simple déclaration du fournisseur est admise.

III.2.4. Information about reserved contracts

III.3. Conditions specific to services contracts

III.3.1. Information about a particular profession

III.3.2. Information about staff responsible for the performance of the contract

Section IV: Procedure

IV.1. Type of procedure

IV.1.1. Type of procedure

Open

IV.1.2. Information about the limits on the number of candidates to be invited

IV.1.3. Information about reduction of the number of solutions or tenders during negotiation or dialogue

IV.2. Award criteria

IV.2.1. Award criteria

Lowest price

IV.2.2. Information about electronic auction

An electronic auction will be used: no

IV.3. Administrative information

IV.3.1. File reference number attributed by the contracting authority

2014/MEP/E/086

IV.3.2. Previous publication concerning this procedure

no

IV.3.3. Conditions for obtaining specifications and additional documents or descriptive document

Time limit for receipt of requests for documents or for accessing documents: 28.8.2014 - 17:00

Payable documents: yes

Price: 15,00 EUR

Terms and method of payment: BE14091000432283 - BIC / SWIFT : GKCCBEBB de M. le receveur communal de Liège avec la mention «Retrait dossier 2014/M.E.P./O/086 - article 040 /36148/14/04». Demande obligatoire des documents par courriel (alain.mathot@liege.be ou christian.servais@liege.be) accompagnée de la preuve du paiement. Attention : aucun document ne sera délivré en l'absence de ce fax ou de ce courriel.

IV.3.4. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

4.9.2014 - 10:30

IV.3.5.

Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.3.6. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French.

Other:

IV.3.7. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in days: 250 (from the date stated for receipt of tender)

IV.3.8. Conditions for opening of tenders

Date: 4.9.2014 - 10:30

Place:

Ville de Liège – 3e étage, salle 2 – 2 rue de Namur à 4000 Liège.

Persons authorised to be present at the opening of tenders: yes

Information about authorised persons and opening procedure: La séance d'ouverture des offres est publique.

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.2. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:

no

VI.3. Additional information

Marché d'une durée déterminée prenant cours le lendemain du jour de la notification, au fournisseur adjudicataire, de l'approbation de son offre pour se terminer le 31.12.2016. La Ville de Liège n'est pas en mesure de fixer des quantités forfaitaires ou présumées pour ce marché. Toutefois, afin de fixer les idées sur l'importance estimée du marché et permettre ainsi aux soumissionnaires de calculer le prix de leur offre avec le plus de précision possible, il est porté à leur connaissance que le montant total des fournitures concernées par le présent marché s'élèverait au montant minimum de 150 000 EUR (cent cinquante mille euros) et maximum de 450.000,00 EUR (quatre cent cinquante mille euros), TVA comprise, pour la durée du marché.

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

VI.4.2. Review procedure

VI.4.3. Service from which information about the review procedure may be obtained

VI.5. Date of dispatch of this notice

3.7.2014